



La sanction pénale:  
critère/mot magique ou trompeur?  
Réflexions sur les distinctions entre le  
droit pénal et le droit administratif punitif



Vanessa FRANSSEN  
Nancy, 28 avril 2016

## Sommaire

- I. Introduction
- II. Notion « pénale »
  - I. CEDH
  - II. UE
- III. Pertinence du critère
  - I. CEDH
  - II. UE
- IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi-pénal)?
  - I. CEDH
  - II. UE
- V. Conclusion

## I. Introduction



## I. Introduction

- 1<sup>er</sup> objectif = faire un pas en arrière pour mieux ...
  - Questions préliminaires avant d'aborder le droit « pénal » de l'entreprise
    - De quoi parle-t-on?
    - Quels sont les enjeux?
      - » Sectoriels – transversaux
      - » Nationaux – supranationaux – internationaux
      - » Etatiques – individuels/personnels
- 2<sup>e</sup> objectif : regarder plus loin
  - Ce qui vaut pour le NBII, vaut-il aussi pour
    - D'autres droits fondamentaux/garanties procédurales?
    - Dans d'autres secteurs du droit « quasi-pénal »?

## II. Notion "pénale"



## II. Notion « pénale »

- CEDH
  - « toute accusation en matière pénale » (article 6)
  - « sanction pénale » (article 7)
  - « poursuivi ou puni pénalement » et « procédure pénale » (article 4 Protocole n° 7)
  - => notion « pénale » = notion autonome

## II. Notion « pénale »

- CEDH
  - *Engel et autres c. Pays-Bas* (1976) – trois critères
    - Libellé ou qualification juridique en droit national
      - » Pas déterminant
      - » ~ assurer une protection adéquate et effective, éviter que les Etats puissent écarter l'application des droits fondamentaux de la CEDH
    - Nature de l'infraction
    - Nature et gravité de la sanction
      - » => souvent approche cumulative pour le 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> critère
  - Depuis *Engel*, grand nombre d'arrêts
    - Critères développés
    - Notion devient plus claire (même si pas pour autant prévisible...)
    - Champ d'application s'étend

## II. Notion « pénale »

- CEDH
  - Jurisprudence *Engel*
    - Nature de l'infraction
      - » Caractère général de la règle (⇔ adressée à un groupe spécifique)
      - » Pénal ≠ sérieux (comprend aussi des infractions mineures, ex. *Milenkovic c. Serbie* (2016), § 35)
      - » Objectifs punitif/répressif et préventif (⇔ réparation, ...)
      - » Ressemblance entre les règles de procédure pénale et non-pénale
      - » Approche comparée: normalement protégé par le droit pénal?
      - » Intérêts protégés
        - De plus en plus large: intérêts généraux de la société
        - P.ex. intégrité des marchés financiers et maintien de la confiance du public dans la sécurité des transactions (*Grande Stevens et autres c. Italie* (2014), § 96)

## II. Notion « pénale »

- CEDH
  - Jurisprudence *Engel*
    - Nature et gravité de la sanction
      - » Nature
        - Privation de liberté (principale ou subsidiaire): présomption (réfragable) du caractère pénal
        - Autres sanctions: amendes, incapacités/interdictions, confiscations...
          - Moins certain
          - Appréciation au cas par cas
          - Mais semble gagner en importance (*Grande Stevens et autres c. Italie* (2014), § 97): interdiction d'administrer, diriger ou contrôler une société cotée en bourse (2 à 4 mois) porte atteinte au crédit des personnes concernées
      - » Degré de la gravité de la sanction
        - Sanction maximale dont est passible la personne concernée, même si finalement pas infligée

## II. Notion « pénale »

- UE
  - Charte des droits fondamentaux
    - Tendance vers une approche autonome
    - Cf. article 52, para. 3: (au moins) même niveau de protection que la CEDH
  - CJUE, C-489/10, *Bonda* (2012)
    - Sanctions dans le domaine agriculture
    - Référence aux critères *Engel*, mais sanctions en question pas punitives (but est plutôt de protéger la gestion des fonds de l'Union)
    - Cf. CJUE, C-562/11, *Sepa* (2012)
  - CJUE, C-617/10, *Åklagaren contre Åkerberg Fransson* (2013)
    - NBII
    - Référence aux critères *Bonda* (§35 => message sous-jacent?)
  - Mais dans d'autres domaines moins clair...

### III. Pertinence du critère



### III. Pertinence du critère

- CEDH
  - Application des droits fondamentaux garantis par la CEDH
  - Protection des personnes (physiques et morales!)
  - Mais attention:
    - Droits garantis par la CEDH et ses protocoles sont des règles minimales!
    - Cela explique (et justifie sans doute) l'approche extensive/expansive de la Cour à Strasbourg

### III. Pertinence du critère

- UE
  - Application des droits fondamentaux garantis par la Charte/CEDH
  - Répartition des compétences entre l'Union et ses Etats membres (!)
    - Ex. CJEU, C-43/12, *Commission européenne contre Parlement européen et Conseil de l'UE* (2014)
  - Effet utile du droit de l'UE
    - Ex. principe de reconnaissance mutuelle
    - Ex. CJEU, C-60/12, *Baláž* (2013)
  - Détermine le champ d'application des instruments législatifs
    - Directives de la Feuille de route
    - Incertitudes...

### IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi- pénal)?

#### IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi-pénal)?

- CEDH
  - Champ d'application (très) large !
    - Matière pénale inclut du droit quasi-pénal/des sanctions administratives
      - » Ex. droit de la circulation routière (ex. *Öztürk c. Allemagne* (1984))
      - » Ex. droit fiscal (ex. *Kiiveri c. Finlande* (2015))
      - » Ex. droit de la concurrence (ex. *Menarini Diagnostics S.r.l. c. Italie* (2011))
      - » Ex. droit des marchés financiers (ex. *Grande Stevens et autres c. Italie* (2014)) => pont direct vers le droit de l'UE!
      - » ...
    - Distinction « hard core » du droit pénal contre du droit pénal moins stigmatisant
      - » *Jussila c. Finlande* (2006)
      - » Toujours d'application et à quel point?

#### IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi-pénal)?

- CEDH
  - Conséquences
    - Expansion du champ d'application des droits fondamentaux applicables en matière pénale
    - Mais pas toujours au même degré
    - Critiques?



#### IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi-pénal)?

- UE
  - Application des critères *Engel/Bonda* dans certains cas
  - Refus plus ou moins catégorique d'une approche fonctionnelle/matérielle dans d'autres cas
    - Ex. CJEU, C-60/12, *Baláž* (2013): à première vue une approche matérielle, mais est-ce vraiment le cas?
    - Ex. CJEU, C-43/12, *Commission européenne contre Parlement européen et Conseil de l'UE* (2014) : CJUE s'en sort sans répondre à la question pénible...

#### IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi-pénal)?

- UE
  - Directive 2016/343 sur la présomption d'innocence et le droit d'assister à son procès (9 mars 2016)
    - Pas d'approche matérielle/fonctionnelle, mais strictement formelle!
      - » « procédures pénales » = ?
      - » Pas d'application à des procédures administratives punitives (même si référence à la notion autonome de la CEDH, point 11 Préambule)
      - » ⇔ proposition de la Commission européenne (Livre vert 2006)
    - Exclusion des personnes morales (point 12 et 14 Préambule)
      - » Légiférer au niveau européen est « prématuré »
      - » Relation avec la protection offerte par la CEDH?
      - » Relation avec le droit de la concurrence de l'UE?

#### IV. Répercussions du critère: distinction entre le droit pénal et le droit administratif punitif (ou quasi-pénal)?

- UE
  - Directive 2016/343 sur la présomption d'innocence et le droit d'assister à son procès (9 mars 2016)
    - Positionnement très inconfortable...
    - Question de l'affaire C-43/12 sera à nouveau soumise à nouveau à la CJUE
      - » Les compétences de l'UE en matière pénale (art. 82 et 83 TFEU) peuvent-elles vraiment échapper une approche autonome?

#### V. Conclusion

## V. Conclusion

- 40 ans après *Engel*, sait-on enfin de quoi on parle?
  - Pénale = ?
  - Quelles conséquences du libellé?
  - Cohérence apparente/réelle des approches?
- Une chose est sûre...
  - Toujours beaucoup de questions ouvertes
  - Chaque nouveau pas semble mener à de nouvelles portes (ou boîtes de Pandore)
  - Complexité accrue
- Futurs points d'attention

Merci pour votre attention!

Questions?

[vanessa.franssen@ulg.ac.be](mailto:vanessa.franssen@ulg.ac.be)

[vanessa.franssen@law.kuleuven.be](mailto:vanessa.franssen@law.kuleuven.be)

